



Wallonie



Service public  
de Wallonie

## Consultation des stakeholders dans le cadre de l'élaboration du Plan Energie-Climat 2030 pour la Wallonie

**Etat des lieux : Efficacité Energétique**

Date de la consultation : du 13/03/2017 au 21/04/2017

## Table des matières

1. Contexte .....	2
2. Objectif de la consultation .....	2
3. Structure du document .....	3
4. Etat des lieux des politiques et mesures existantes en matière de politiques énergétique et climatique : Dimension Efficacité Energétique .....	4
4.1. Objectifs en Efficacité Energétique .....	4
4.2. Mesures existantes.....	4
4.3. Chiffres clés .....	10
5. Questionnaire.....	12

## 1. Contexte

Les mesures d'efficacité énergétique sont considérées comme un des moyens les plus efficaces pour mettre en œuvre la transition énergétique, car elles agissent simultanément sur plusieurs volets :

- Améliorer la sécurité d'approvisionnement en réduisant la consommation et en limitant les importations énergétiques ;
- Contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, et donc le changement climatique ;
- Stimuler la croissance économique et créer des emplois en favorisant la diffusion de solutions technologiques et en renforçant la compétitivité de nos entreprises ;
- Améliorer la qualité de vie grâce au confort apporté, réduire le coût des factures énergétiques et des soins de santé.

Le kilowattheure non consommé reste toujours le moins cher, tout en ouvrant des perspectives d'emploi local et de croissance économique. La modération de nos besoins énergétiques est donc un enjeu majeur des années à venir pour la Wallonie. En effet, cette modération peut se faire à moindre frais sur base de changements comportementaux. L'évolution technologique permet de modérer notre consommation sans perte de qualité de vie. Les produits performants sont de plus en plus accessibles financièrement, et leur mise en œuvre fait appel à une main d'œuvre de qualité disponible localement.

## 2. Objectif de la consultation

La consultation a pour objectif, sur base de l'inventaire succinct des politiques existantes, de récolter auprès des acteurs concernés des réactions constructives, permettant à l'Administration de mieux appréhender les réalités de terrain rencontrées par les différents acteurs du secteur énergétique. Elle permettra donc de définir au mieux les points forts et les points faibles de la politique wallonne actuelle en matière d'efficacité énergétique. Elle doit également permettre d'identifier les secteurs présentant un potentiel d'amélioration encore sous-exploité, les meilleurs moyens de les activer individuellement et de fédérer les actions nécessaires afin d'atteindre l'objectif commun.

Cet exercice doit permettre à l'Administration de définir des propositions en matière de politiques et mesures cohérentes liées à l'efficacité énergétique en Wallonie, à l'horizon 2030, en tenant compte des besoins et attentes des différents acteurs ainsi que des objectifs stratégiques de l'Union européenne en matière de politique climatique et énergétique.

Ceci vise essentiellement les améliorations à apporter dans les thématiques liées à :

- la réduction des ventes d'énergie de 1.5% par an,
- la rénovation profonde du parc de bâtiments wallon,
- la performance énergétique de notre industrie,
- la contribution exemplaire des pouvoirs publics,
- le développement des services énergétiques et des contrats de performance,
- la modification de notre comportement de consommation,
- l'optimisation des moyens financiers et le recours à des financements innovants.

Les thématiques liées au transport et à l'efficacité de notre système de production et de distribution d'énergie sont quant à elles abordées dans d'autres chapitres de la consultation.

### **3. Structure du document**

Le document fournit un état des lieux des principales politiques existantes en matière d'efficacité énergétique, qui ont un impact pour la Wallonie. Il détaille une série de mesures existantes de type réglementaires, incitatives et de sensibilisation. Le document ne se veut pas exhaustif, mais doit être envisagé comme une base de réflexion.

En fin de document, plusieurs questions sont posées, qui doivent permettre, sur base des réponses obtenues de la part des acteurs concernés, de dresser une série de propositions innovantes sur les évolutions à apporter aux politiques existantes en matière d'efficacité énergétique d'ici à 2030 et ce, afin d'atteindre les objectifs ambitieux de la politique européenne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en menant une politique énergétique cohérente.

## 4. Etat des lieux des politiques et mesures existantes en matière de politiques énergétique et climatique : Dimension Efficacité Energétique

### 4.1. Objectifs en Efficacité Energétique

L'objectif européen en efficacité énergétique s'exprime par une réduction de la consommation primaire par rapport à une consommation de référence. L'objectif est de réduire cette consommation de 20% pour 2020, et de 30% à l'horizon 2030. Le Parlement Européen pousse d'ailleurs pour encore plus d'ambition pour 2030.

La contribution de la Belgique se traduit par une **réduction de 18% en 2020**, et probablement de 30% en 2030 (négociations en cours). En consommation finale d'énergie, cela signifie une réduction de l'ordre de 12% en 2020 et de 24% en 2030 par rapport à la consommation de 2005, **soit quasiment 1%/an**.

A côté de l'expression de cet objectif, la directive EED 2012/27/EU impose la mise en œuvre d'un mécanisme assurant la **réduction d'1.5%/an des ventes d'énergie à partir de 2014**.

Ces objectifs doivent contribuer à l'atteinte de l'objectif wallon de **réduction des émissions de -30% en 2020 et de -80 à -95% en 2050 par rapport au niveau de 1990**.

### 4.2. Mesures existantes

Les mesures existantes en Wallonie se ventilent par secteur et par type d'instrument activé.

Les secteurs concernés par les mesures répertoriées ici sont :

- L'industrie, qui pèse pour 33% de la consommation finale wallonne,
- Le secteur résidentiel, qui représente 24% de la consommation finale wallonne,
- Le commerce, les services et l'agriculture, qui concernent 12% de la consommation finale wallonne.

Le secteur du transport fait l'objet d'un chapitre spécifique de la consultation, et n'est pas repris ici, bien qu'il représente à lui seul 31% de la consommation.

Le volet renouvelable de la consultation traite quant à lui de la production et à la distribution d'énergie, qu'elle soit renouvelable ou pas. Cette partie ne sera donc pas reprise ici non plus.

## A. Mesures de type réglementaire

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>Législation PEB</b>	Exigences de performance énergétique pour le bâtiment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveaux de performance minimale pour la construction neuve et la rénovation importante</li> <li>- Niveaux de performance individuels des éléments de la construction et des systèmes</li> <li>- Certificats de performance énergétique pour tout bâtiment construit, vendu ou loué</li> </ul>	Bâtiment
<b>Quotas ETS</b>	Mécanisme à l'échelle européenne de quotas d'émissions de gaz à effet de serre à destination des producteurs d'énergie et des industries les plus énergivores	Industrie et production d'énergie
<b>Législation environnementale</b>	Permis d'environnement	Industrie et entreprises
<b>Obligation d'audit</b>	Depuis 2016, les grandes entreprises (non PME) sont soumises à une obligation d'audit énergétique de leurs installations	Grandes entreprises
<b>Législation Air - Chauffage</b>	Entretien et contrôle de conformité des chaudières tous les 2 ou 3 ans	Bâtiment
<b>CWATUPE et CODT</b>	Dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, du patrimoine et d'énergie des bâtiments	Bâtiment et transport
<b>Contrôle technique des véhicules</b>	Vérification des aspects sécuritaires et des niveaux d'émission	Véhicules
<b>Rénovation exemplaire des bâtiments des gouvernements centraux</b>	Obligation européenne de rénovation exemplaire de 3% des bâtiments des gouvernements centraux chaque année	Pouvoirs publics

### B. Mesures de type incitatif (soutien financier)

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>Primes Energie et Réhabilitation</b>	Subsides à la rénovation énergétique (enveloppe et systèmes) des bâtiments résidentiels	Logement
<b>Prêts Ecopack et Rénopack</b>	Prêts à taux bonifié pour des travaux sur l'enveloppe et les systèmes des bâtiments résidentiels	Logement
<b>PIVERT + plan de rénovation des logements sociaux</b>	Programme de rénovation énergétique des logements sociaux mené par la Société Wallonne du Logement	Logement public
<b>UREBA (classique et exceptionnel)</b>	Subsides à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments publics et non-marchands	Bâtiments publics et non-marchand
<b>Infrasport et Plan Piscine</b>	Subventions d'un programme de rénovation énergétique des piscines	Bâtiments publics
<b>AMURE</b>	Subsides pour des audits et études de faisabilité dans le secteur industriel et commercial	Industrie et commerce
<b>Aides UDE de la loi d'expansion économique</b>	Subsides à l'investissement permettant une utilisation rationnelle de l'énergie (investissements EE et SER)	Entreprises
<b>Fonds FEDER</b>	Financement conjoint européen et wallon de projets de développement régional, dont un des axes se focalise sur une économie sobre en carbone.	Pouvoirs publics
<b>Réduction fiscale pour les particuliers et exonération fiscale des entreprises</b>	Réduction fiscale pour les travaux d'isolation des toitures des particuliers, et conditions d'exonération pour des investissements menant à une économie bas carbone pour les entreprises	Logement et entreprises
<b>TVA réduite à 6%</b>	Taux de TVA réduite à 6% sur les travaux de rénovation des logements privés de plus de 10 ans	Logement
<b>Eranet, SET plan et Appels à projets recherche</b>	Mise en réseau et soutien financier de la recherche en vue de favoriser le développement de technologies innovantes (matériaux et systèmes) par les entreprises wallonnes	Entreprises et universités
<b>SOWAFINAL</b>	Mécanisme de financement par tiers investisseur de la rénovation de l'éclairage public autoroutier	Eclairage public

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>NEXT</b>	Plateforme d'accompagnement et de financement de projets visant à développer l'économie circulaire, et par là même de réduire la consommation d'énergie globale.	Entreprises

### C. Mesures de type participation volontaire

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>Accords de Branche industriels</b>	Engagement volontaire via les fédérations industrielles pour réduire la consommation et les émissions des entreprises wallonnes, via la mise en place de plans d'investissement basés sur un audit énergétique approfondi.	Industrie et entreprises
<b>POLLEC et la Convention des Maires</b>	Engagements volontaires des communes à réduire leur consommation et leurs émissions par la mise en place d'une politique énergie climat sur leur territoire	Pouvoirs publics
<b>Accords volontaires PME&amp;TPE</b>	Accompagnement des PME et TPE par la structuration des aides au financement autour des pistes d'amélioration identifiées et priorisées par un audit énergétique	Entreprises – PME
<b>Smartpark</b>	Programme visant à réduire la facture énergétique des entreprises participantes. L'installation de compteurs intelligents permet une analyse des consommations débouchant sur des conseils personnalisés pour des changements de comportement et de la flexibilité dans la demande, ainsi que des propositions concrètes d'investissements EE ou SER.	Entreprises - PME

#### D. Mesures de type sensibilisation

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>BATEX</b>	Promotion de pratiques exemplaires par la mise en valeur de projets précurseurs dans le bâtiment résidentiel et tertiaire pour Batex.	Bâtiment
<b>Qualification des professionnels et labellisation des produits et entreprises</b>	Cette mesure regroupe les différents programmes de sensibilisation, formation, qualification/accréditation, des professionnels et labellisation des produits et systèmes dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- PEB</li><li>- Audit</li><li>- Installateurs de système de production d'énergie renouvelable</li><li>- Responsables énergie</li></ul>	Professionnels du secteur
<b>Conseil, mise en réseau des compétences et outils à destination des professionnels</b>	Clusters d'industries, réseau de facilitateurs et outils à destination des professionnels pour leurs études de faisabilité ou de rentabilité	Professionnels du secteur
<b>Communication et conseil à destination des citoyens</b>	Campagnes de communication dans les médias, présence dans les salons thématiques et réseaux de conseillers (guichets) à destination du grand public	Citoyens
<b>Audit, quickscan et études de faisabilité, certificats PEB</b>	Outils pour permettre l'évaluation du potentiel d'amélioration d'un bâtiment ou d'un processus et des investissements envisagés	Bâtiments

### E. Mesures de type stratégies et Plans d'action

Nom Mesure	Description de la mesure	Public /Secteur visé
<b>Stratégie rénovation</b>	Objectifs et Plan d'action priorisé permettant d'atteindre un parc de bâtiments à énergie quasiment nulle à l'horizon 2050	Bâtiment
<b>Plan Air Climat Energie</b>	Programme de mesures concrètes pour atteindre nos objectifs environnementaux de réduction des gaz à effet de serre	Transversal
<b>Alliances Emploi Environnement</b>	Programmes de mesures destinées à promouvoir la construction/ rénovation durable comme source d'opportunités économiques et de création d'emploi	Bâtiment
<b>Plan de Lutte contre la Pauvreté</b>	Ce plan mobilise l'ensemble des leviers régionaux ayant un effet direct sur la réduction de la pauvreté, dont le logement, l'énergie, et la mobilité.	Public précarisé

### 4.3. Chiffres clés

L'évolution comparée de la consommation intérieure brute totale wallonne (consommation d'énergie primaire) et des indicateurs économique (PIB, nombre d'emplois, population) démontre que la Wallonie a réussi à découpler croissance et consommation, permettant de réduire l'intensité énergétique wallonne.

Cela signifie que la croissance économique n'implique plus nécessairement la croissance de la consommation d'énergie.

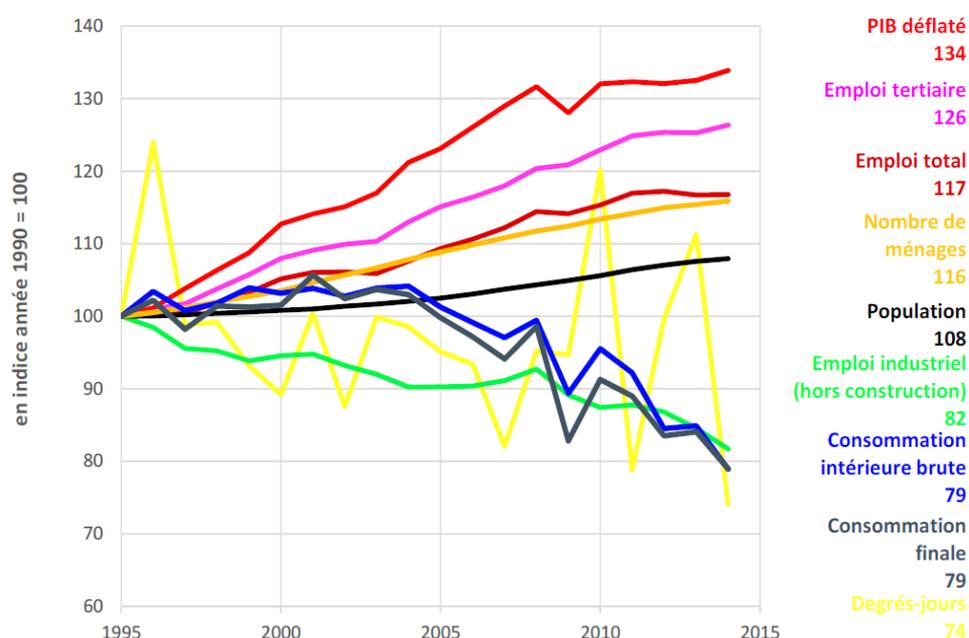


Figure 55 - Evolution de la consommation d'énergie et de quelques uns de ses déterminants  
Sources DGSIE (population wallonne et, nombre de ménages wallon au 1er janvier),  
ICEDD (consommations finale et intérieure brute, BNB ICN (emploi intérieur wallon),  
IWEPS (PIB en euros chaînés année de référence 2010, chiffres 2014 estimation), IRM (degrés-jours 15/15 Uccle)

Source : Bilan énergétique wallon 2014

Depuis le milieu des années 2000, la consommation wallonne d'énergie finale a cessé de croître, pour diminuer de quasiment 2% par an.

Deux paramètres extérieurs ont influencé cette tendance : la crise économique, qui a lourdement frappé l'industrie wallonne, et le réchauffement climatique qui réduit les besoins en chauffage.

Le développement technologique et les politiques en faveur de l'efficacité énergétique ont cependant porté leurs fruits.

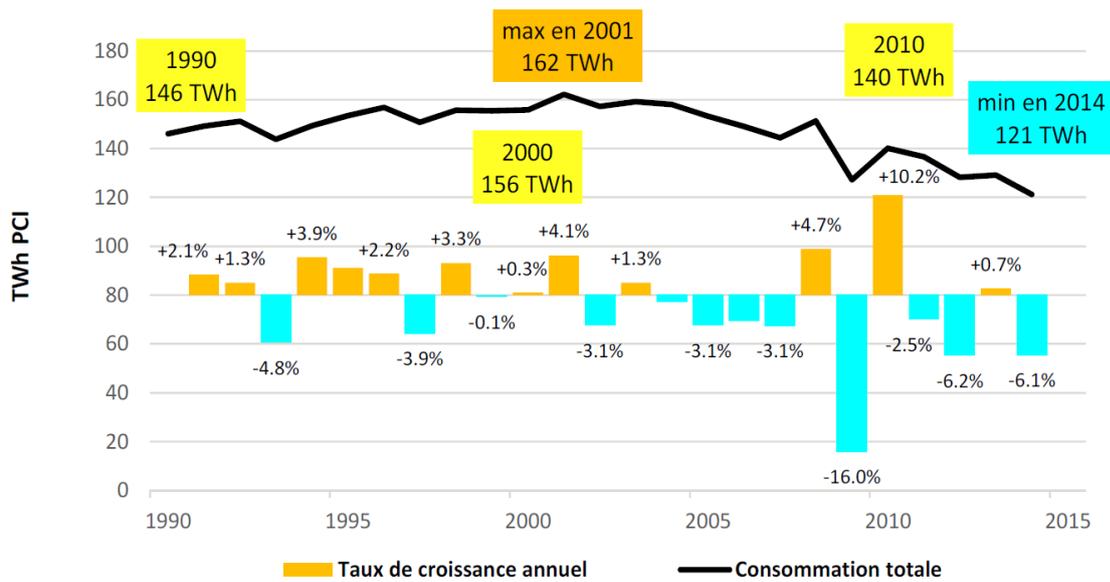
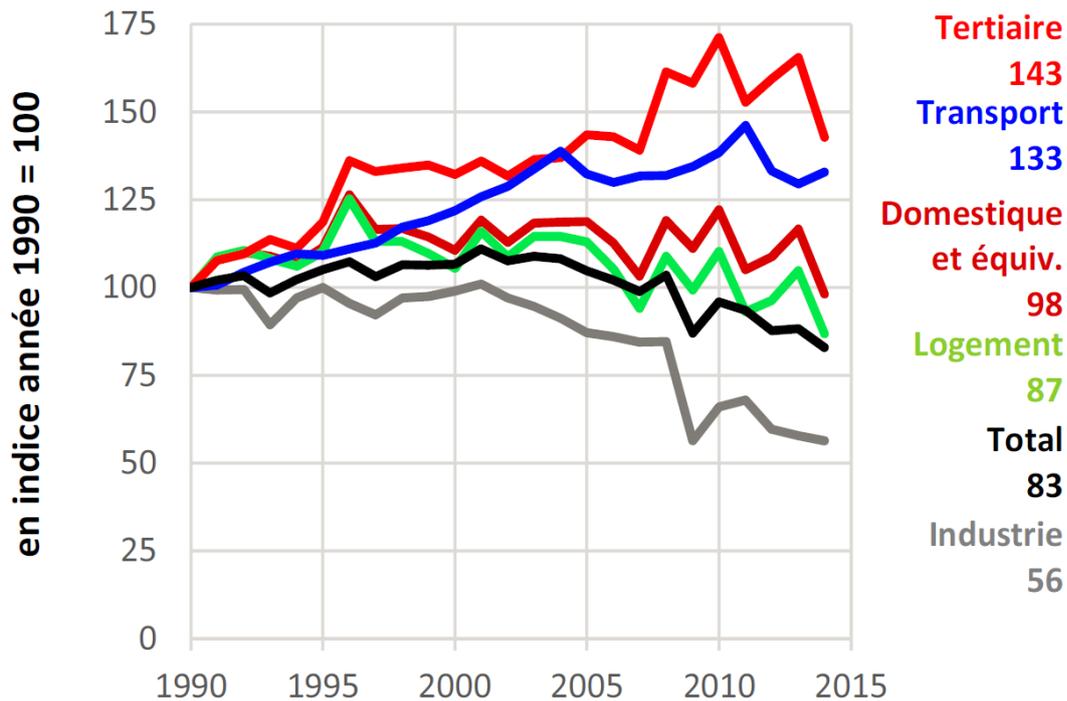


Figure 58 - Evolution de la consommation finale totale



Pour atteindre ses objectifs européens, la Wallonie doit donc poursuivre sa trajectoire sur le long terme. Ceci nécessite cependant un effort complémentaire, les actions les plus faciles ayant déjà été entreprises.

## 5. Questionnaire

1. Quels sont les points forts et les points faibles de la politique actuelle en matière d'efficacité énergétique ? Quels sont les éléments manquants ? Quelles devraient être les priorités ?
2. Quelles sont les mesures les plus efficaces (existantes ou innovantes) :
  - pour accélérer la rénovation profonde de nos bâtiments ?
  - pour améliorer la performance énergétique et la compétitivité de nos entreprises, grandes ou petites ?
  - pour réduire la consommation des bâtiments publics ?
  - dans les autres domaines (industrie, tertiaire, etc.) ?
3. Quelles sont les barrières au passage à l'action en matière d'investissement dans l'efficacité énergétique, dans chaque secteur ? Quelles pistes devraient être envisagées pour dépasser ces barrières ?
4. Quelles pistes proposeriez-vous pour favoriser le changement comportemental en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ?
5. Comment développer davantage le marché des contrats de performance énergétique en Wallonie ? Quel devrait être le rôle des pouvoirs publics en la matière ?
6. Quelles mesures ont-elles le plus d'impact en matière de co-bénéfices, au-delà de la simple efficacité énergétique et de l'impact environnemental ? Quelles devraient être les priorités dans ces co-bénéfices (emploi, santé, budget public...) ?
7. Quelles stratégies de financement vous semblent les plus adaptées pour soutenir un développement accéléré de l'amélioration de l'efficacité énergétique des différents secteurs ?

Nom Organisme	
Personne de contact	
Tel.	
Mail	
Mes réponses sont confidentielles (biffer la mention inutile)	OUI- NON

